

Direction de l'Administration
générale et de la Réglementation
4ème bureau - Environnement

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION de
l'ENVIRONNEMENT
SOUMISES à AUTORISATION

80.1.4.1C.61

LE PREFET DES COTES-du-NORD
CHEVALIER DE LA LEGION d'HONNEUR

VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de ladite loi;

VU le décret N° 53-577 du 20 mai 1953 modifié et complété par les décrets suivants :

- décret du 15 avril 1958,
- décret du 17 octobre 1960,
- décret du 19 août 1964,
- décret du 24 août 1965,
- décret du 15 septembre 1966,
- décret du 24 octobre 1967,
- décret du 16 octobre 1970,
- décret du 27 mars 1973,
- décret du 15 mai 1974,
- décret du 26 avril 1976,
- décret du 29 décembre 1976,
- décret du 24 octobre 1978,

VU la demande présentée par **M. Joël QUEMENER** demeurant à **PAULE**, au lieu-dit **"Kerrifaut"**, en vue d'être autorisé à exploiter à cette adresse (section C N° 129) un **poulailler de 11 700 animaux, en extension d'un élevage existant comprenant 14 500 places, installation classée pour la protection de l'environnement, soumise à autorisation;**

VU les plans et documents annexés à cette demande,

VU les résultats de l'enquête publique,

VU l'avis de M. l'Inspecteur des installations classées,

VU l'avis émis par les divers services consultés,

VU l'avis du conseil municipal de **PAULE**, en date du **16 Octobre 1979;**

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène en sa réunion du **20 Décembre 1979;**

VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977,

SUR la proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture,

/.....

ARTICLE 1er -

M. Joël QUEMENER est autorisé à exploiter à FAULE, au lieu-dit "Kerrifaut" (section C N° 129), un poulailler de 11 700 animaux, en extension d'un élevage existant comprenant 14 500 places, installation classée pour la protection de l'environnement, soumise à autorisation, sous les réserves suivantes :

- 1° - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum.
- 2° - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur la concernant.
- 3° - Les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe, seront conformes aux normes en vigueur les concernant.
- 4° - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu sec et pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue.
- 5° - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 Janvier 1977.
- 6° - Qu'il se conforme, pour l'exploitation de cet élevage, aux indications des mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté.
- 7° - Qu'il procède à des dératisations et des désinsectisations périodiques.
- 8° - Qu'il observe les prescriptions de l'arrêté-type N° 58 B 7 à b).

ARTICLE 2 -

La présente autorisation deviendrait caduque au cas où les installations qui en font l'objet ne seraient pas mises en exploitation dans un délai de trois ans suivant la date de notification du présent arrêté. Il en serait ainsi, également, si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 3 -

Toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'appareillage ou du travail, toute extension de l'exploitation par rapport aux plans et mémoires visés ci-joints et de nature à entraîner une modification des prescriptions énoncées dans l'arrêté-type ci-joint, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation complémentaire.

Chaque changement d'exploitant devra être déclaré au Préfet des Côtes-du-Nord.

ARTICLE 4 -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

/.....

ARTICLE 6 -

M. Joël QUEMENER

devra, en outre, se conformer aux prescriptions édictées dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs tant par le Livre II du Code du travail que par les décrets réglementaires pris en exécution dudit livre.

ARTICLE 7 - Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de

pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de

M. Joël QUEMENER.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet aux frais de dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

M. Joël QUEMENER

ARTICLE 8 - MM. le Secrétaire Général de la Préfecture,

le Sous-Préfet de

GUINGAMP,

Mme

le Maire de

PAULE,

M.

le Directeur des Services Vétérinaires,

Inspecteur des Installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à

M. Joël QUEMENER

pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.



POUR AMPLIATION

L'attaché, chef de bureau

Jean-Claude MARMET

SAINT-BRIEUC, le 24 JAN. 1980

LE PRÉFET

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général,

Signé : Henri HURAND